laTrompette

GETTY IMAGES/KASSANDRA VERBOUT/LA TROMPETTE

Les paniques bancaires laissent présager un effondrement économique

‘Voyez si cette prophétie dramatique de M. Armstrong ne se réalise pas exactement comme il l’a dit !’

- Richard Palmer
- 03/05/2023

Le 10 mars, le deuxième plus grand effondrement bancaire de l’histoire des États-Unis s’est produit. Dans la foulée, les États-Unis ont fait un grand pas vers un contrôle accru de l’économie nationale par le gouvernement—et vers un contrôle de la vie de chaque individu dans le pays.

La *cause* sous-jacente de cette crise bancaire—et d’autres, passées et futures— conduira à la destruction financière et physique de la nation.

Implosion

Le 10 mars, la *Silicon Valley Bank* (SVB) a fait faillite et a été reprise par le gouvernement américain. Deux jours plus tard, la *Signature Bank* a fait faillite. Les actions de la *First Republic Bank* ont chuté de 75 pour cent avant d’être renflouées par un consortium de grandes banques. Les actions de la *Western Alliance Bank* ont chuté de 80 pour cent et celles de la *PacWest* de 50 pour cent.

Le gouvernement avait maintenu les taux d’intérêt à un niveau bas et créé de l’argent frais par le biais de l’assouplissement quantitatif. Cet afflux d’argent a fait grimper le prix des actifs et a encouragé les gens à cesser d’épargner et à acheter et investir dans à peu près n’importe quoi.

PT_FR

La *Silicon Valley Bank* s’est spécialisée dans les relations avec les entreprises technologiques. Au cours des deux dernières années, les liquidités ont afflué dans leurs comptes. Que faire de cet argent ?

Ils croyaient que ces conditions allaient durer éternellement. Même lorsque l’inflation s’est envolée, les représentants du gouvernement américain ont déclaré qu’elle était « transitoire. » Les responsables des banques ont donc investi ces fonds dans des bons du Trésor américain et des titres adossés à des créances hypothécaires. Il s’agit d’investissements historiquement sûrs—tant que les taux d’intérêt n’augmentent pas fortement.

Puis les taux d’intérêt ont fortement augmenté. Le terme « transitoire » était un mensonge. Le problème était évident et s’aggravait. Les régulateurs auraient pu et auraient dû intervenir. C’est ici que l’histoire se corse.

James Comer, membre républicain du Congrès et président de la commission de la Chambre des représentants sur le contrôle et la responsabilité, a qualifié la SVB de « l’une des banques les plus

wokes » aux Etats-Unis.

La banque a organisé un « espace sûr de discussion » où les employés pouvaient partager leurs histoires de *coming-out* (sortir du placard) a envoyé son personnel siéger dans des panels LGBT et s'est vantée de trouver des moyens de placer plus d'homosexuels et de minorités raciales à des postes de haut niveau. La banque s'est fixé pour objectif d'être neutre en carbone d'ici 2025 et a promis de consacrer au moins 5 milliards de dollars à des prêts et investissements pour des mesures de lutte contre le changement climatique.

La banque a passé neuf mois sans responsable de gestion des risques. Peu avant que ce poste ne devienne vacant, elle s'est vantée : « Nous avons un responsable de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), un comité directeur DEI dirigé par un cadre et des groupes de ressources pour les employés avec des sponsors exécutifs qui se concentrent sur ces objectifs. »

Un seul membre du conseil d'administration de SVB avait une expérience du secteur financier : Tom King, ancien PDG de la banque d'investissement chez Barclays. Au sein de son conseil d'administration, il y avait des donateurs mineurs de Clinton et la démocrate Mary J. Miller, une ancienne fonctionnaire du Trésor qui s'est présentée à la mairie de Baltimore, Maryland, en 2020.

Les dirigeants de la *Signature Bank* semblent partager les mêmes idéologies. Ce sont eux qui ont fermé, à coup de publicité, le compte de Donald Trump.

Les dirigeants de SVB s'en sont-ils tirés parce qu'ils partageaient l'idéologie des gauchistes radicaux actuellement au pouvoir ? Ont-ils appris la même leçon que Sam Bankman-Fried et les autres dirigeants de FTX—à savoir que si l'on contribue à donner du pouvoir à un certain parti politique, on peut s'en tirer à bon compte ?

Une révolution bancaire

Le gouvernement américain garantit les dépôts bancaires jusqu'à 250 000 dollars. Si une banque fait faillite, la *Federal Deposit Insurance Corp.* (FDIC, *Société fédérale d'assurance-dépôts*) vous remboursera.

Mais de nombreux clients de la SVB étaient des sociétés technologiques et d'autres entreprises dont le montant dans leurs comptes dépassait largement ce seuil. Lorsqu'ils ont entendu parler de problèmes potentiels, ils se sont empressés de retirer leur argent. Les clients de banques plus petites ont également commencé à transférer leurs fonds, juste au cas où.

Le régime de Joe Biden a donc pris une décision spectaculaire : le gouvernement fédéral veillera à ce que, quelle que soit la somme d'argent que vous placez dans cette banque privée, qui n'était assurée qu'à hauteur de 250 000 dollars, vous récupériez l'intégralité de cette somme. Il s'est vanté qu'aucun fonds du contribuable ne serait utilisé à cette fin, mais que les fonds proviennent de l'argent que les banques versent au gouvernement. Comme l'a écrit le *Wall Street Journal :* « Les clients des banques dont les dépôts sont inférieurs à 250 000 dollars paieront indirectement cette mesure par le biais de frais bancaires plus élevés. En d'autres termes, il s'agit d'un transfert de revenus des Américains moyens vers des investisseurs aux poches pleines. »

Un ancien secrétaire adjoint au Trésor a déclaré que cette décision était « absolument profonde » et qu'elle constituait « une étape à couper le souffle ». Il a déclaré à CNN que nous sommes maintenant plus près de « nationaliser le système bancaire. »

Personne n'a voté en faveur de cette mesure et elle a été à peine débattue. Les gauchistes au pouvoir ont utilisé cette urgence pour prendre un contrôle énorme sur le système bancaire américain.

En plus de prendre le contrôle des banques et de leurs déposants, ces excès encouragent les comportements à risque.

Lorsque les entreprises ouvraient des comptes bancaires, elles savaient quelle part de leurs dépôts était garantie et quelle part ne l'était pas. Elles pouvaient placer leur argent dans une banque sûre et percevoir moins d'intérêts—ou dans une banque plus risquée et obtenir un rendement plus élevé.

Mais si tous vos dépôts sont garantis, la logique veut que vous investissiez dans la banque qui vous offrira le meilleur rendement, quel que soit le risque. Vous pouvez récolter les bénéfices et, en cas de problème, le gouvernement utilisera l'argent d'autres contribuables, directement ou indirectement, pour vous rembourser.

La seule façon de faire fonctionner cette nationalisation de facto des banques est de renforcer *considérablement* la réglementation. Sinon, les banques se feront concurrence pour adopter des comportements plus risqués et potentiellement plus rémunérateurs, sachant qu'en cas de problème, l'Oncle Sam les soutiendra. Cela garantirait un krach.

Il y a aussi la question alarmante du contrôle du gouvernement sur le système bancaire. Que ferait l'administration Biden de ce pouvoir ? Déjà, ils veulent savoir ce qu'il en est des 600 dollars que vous avez envoyés à un ami pour payer une chambre d'hôtel partagée.. Ils veulent embaucher près de 100 000 nouveaux agents pour l'*Internal Revenue Service* (l'administration fiscale américaine), sous le commandement du même fonctionnaire qui a aidé l'IRS à s'en prendre aux conservateurs lorsque Barack Obama était au pouvoir. La façon dont ces personnes utiliseraient leur pouvoir sur les banques privées est effrayante rien qu'à y penser.

Cette décision peut également conduire à une crise massive. Le gouvernement américain (qui a 31 000 milliards de dollars de dettes) laisse entendre qu'il paiera pour chaque dépôt perdu dans le système bancaire américain. Il peut s'en tirer à bon compte en période de prospérité. Mais si une autre crise majeure survient, cela pourra transformer un désastre en une catastrophe irréparable.

Ce qui est particulièrement dangereux, c'est que cette nouvelle politique bancaire du gouvernement américain est *implicite* dans les actions du gouvernement, mais n'est pas définie officiellement. C'est exactement ce qui a provoqué la crise de l'euro en 2008. Les investisseurs pensaient que l'Allemagne renflouerait la Grèce. Cette obligation n'a jamais été énoncée, mais on pensait qu'elle était implicite du fait de l'appartenance de la Grèce à la zone euro. Lorsque les gens ont réalisé que cette hypothèse était fausse, la confiance dans la Grèce s'est effritée et les économies du sud de l'Europe ont implosé. Les États-Unis pourraient connaître une défaillance structurelle similaire. Les investisseurs peuvent croire en ce moment que le gouvernement américain soutient toutes les banques américaines et prendre des décisions risquées en conséquence, à la recherche de profits. Lorsque la prochaine grande banque fera faillite, les hauts fonctionnaires fédéraux risquent de ne pas pouvoir—ou, si les dirigeants des banques et les déposants ne partagent pas leur idéologie, de ne pas vouloir—apporter leur aide. Dans ce cas, les gens se rendront compte que leurs présupposition étaient erronés, que leurs investissements soi-disant sûrs ne sont en fait pas solides, et tout le monde se ruera vers la sortie.

Les fonctionnaires de M. Biden ont peut-être stabilisé le système pour l'instant. Mais ils ont conféré plus de pouvoir au gouvernement central—et plus d'influence sur tous les Américains qui utilisent de l'argent. Ils ont en outre sapé les fondements de l'économie, garantissant ainsi que la prochaine crise sera bien plus grave.

Observez l'Europe

Mais ces fondations de l'économie américaine s'effondrent déjà. Elles reposent sur les sables instables de la cupidité et du vol. La Bible condamne cette corruption généralisée.

Un passage biblique essentiel guidant l'analyse de la *Trompette* en ce moment vient d'Amos, un livre de fin des temps pour le peuple descendant de l'ancien Israël, plus particulièrement l'Amérique. Le *Anchor Bible Dictionary* déclare, « Amos a décrié l'injustice sociale, l'oppression des pauvres, et le manque de valeurs morales ou éthiques de la part des riches et des puissants. Selon Amos, le porte-parole de [Dieu], Israël était une société violente, oppressive et exploiteuse. Les pauvres devaient se vendre comme esclaves pour payer des dettes insignifiantes (Amos 2 : 6 ; 8 : 6). Les riches falsifiaient les poids et les mesures (Amos 8 : 5) et faisaient du commerce de manière malhonnête (verset 6). Même les tribunaux, dernier bastion d'espoir pour les pauvres, étaient corrompus. Les juges étaient soudoyés pour dépouiller les pauvres du peu qu'ils avaient (Amos 2 : 7 ; 5 : 10, 12). En fait, Israël n'était plus capable de fonctionner avec justice (Amos 3 : 10 ; cf. 5 : 7, 24 ; 6 : 12). La vérité et l'honnêteté étaient désormais haïes (Amos 5 : 10). »

Avec FTX et maintenant SVB, combien de problèmes financiers de l'Amérique découlent directement de ce type de corruption ?

La tourmente dans les finances américaines est liée à une autre prophétie clé. Herbert W. Armstrong a écrit en 1984 qu'une crise bancaire massive en Amérique « pourrait subitement entraîner le déclenchement des nations européennes à s'unir, formant une nouvelle puissance mondiale, plus grande que l'Union Soviétique ou les États-Unis. »

La mauvaise gestion financière et la corruption font que la nation la plus riche de l'histoire mondiale s'inflige à elle-même sa propre destruction économique, prophétisée depuis longtemps. Mais ses habitants ne seront pas les seuls à souffrir. Les retombées de cette chute s'étendront rapidement à l'Europe.

L'effondrement de la SVB montre clairement comment cela peut se produire. Lors de sa chute, les actions du Crédit Suisse, la deuxième banque suisse, ont plongé de 30 pour cent pour atteindre un record de bas niveau. Il n'y a pas de lien direct entre le Crédit Suisse et la SVB. Les gens savent simplement que la banque suisse est faible, et toute allusion à des problèmes dans le système bancaire rend les déposants nerveux.

En Allemagne, de nombreuses banques ont réalisé des investissements peu judicieux pour soutenir l'économie allemande. Si la situation se dégrade en Amérique, ces banques pourraient tomber comme des dominos. Les problèmes à l'origine de la crise de l'euro n'ont jamais été vraiment résolus. D'autres gouvernements, comme celui de l'Italie, ont également des banques vulnérables et ne disposent pas de liquidités pour les renflouer.

La banque centrale suisse a stabilisé la situation avec une bouée de sauvetage de 54 milliards de dollars. Mais si la situation continue de s'aggraver, même le gouvernement suisse pourrait ne pas avoir assez d'argent pour faire face à la situation. Les craintes d'effondrement inquiètent l'ensemble du marché européen.

Et ce n'est pas la seule chose qui inquiète. La réaction inhabituelle des États-Unis à l'effondrement de la *Silicon Valley Bank* a pris l'Europe par surprise. Le *Financial Times* explique que « les régulateurs financiers européens sont furieux de la manière dont a été traitée la faillite de la *Silicon Valley Bank*, accusant en privé les autorités américaines d'avoir piétiné les règles applicables aux banques en faillite qu'ils avaient contribué à rédiger » (16 mars).

C'est facile à comprendre. Si vous êtes une grande entreprise, où allez-vous maintenant placer vos liquidités ? À la *Bank of America*, où, en cas de problème, vous récupérerez tout, ou à la *Deutsche Bank*, où vous ne le récupérerez pas ? Le choix d'une banque est bien plus compliqué que cela, mais cette nouvelle donne met clairement la pression sur les pays européens pour qu'ils suivent l'exemple de l'Amérique ou qu'ils soient perdants.

Mais de nombreux pays européens ne peuvent pas suivre cette voie. Personne ne ferait confiance à une garantie de l'Italie pour toutes ses banques. Même une garantie française serait douteuse. Le seul moyen pour l'Europe de faire ce que l'Amérique vient de faire serait d'unifier son système bancaire et de soutenir toutes ses banques conjointement. Mais l'Allemagne s'est battue avec acharnement pour éviter que les contribuables allemands n'aient à renflouer les banques italiennes. Tout ce débat est toxique.

Le système financier américain chancelant cause beaucoup de problèmes à de nombreux Européens. Si les États-Unis traversent une crise majeure, ils entraîneront l'Europe dans leur sillage, et les Européens réagiront.

Apocalypse 17 prévoit la montée en puissance d'une « bête », ou empire, dirigée par une femme, ou église dans le symbolisme biblique. Il ne peut s'agir que d'une puissance européenne, qui s'est

élevée à de nombreuses reprises au cours de l'histoire. De nos jours, il s'agira d'une union de « dix rois » (verset 12) qui « ont un même dessein, et ils donnent leur puissance et leur autorité à la bête » (verset 13).

« Qu'est-ce qui poussera ces nations à s'unir aussi fortement ? » demande le rédacteur en chef de la*Trompette,* Gerald Flurry. « Il est très difficile d'unir les nations à avoir 'un même dessein' ! C'est une entreprise incroyablement difficile. [...] M. Armstrong a eu une profonde perspicacité en prévoyant spécifiquement que le catalyseur de cette unification spectaculaire serait une crise financière massive qui commence en Amérique et se propage à partir de là. Si l'on observe les conditions en Amérique et dans le monde aujourd'hui, il n'est pas difficile de voir à quel point il avait raison ! [...]

« Observez de près la situation économique en Amérique, et son effet sur l'Europe—et voyez si cette prophétie spectaculaire e M. Armstrong ne s'accomplit pas exactement comme il l'a dit ! » (*Trompette,* mai-juin 2015).

Cette crise financière finira par pousser l'Europe à s'unir et à se retourner radicalement contre l'Amérique. En attendant, les Européens sont de plus en plus motivés pour prendre leurs distances avec les États-Unis et construire leur propre système économique.

En fin de compte, c'est ce nouveau système économique qui aura le plus grand impact sur les déposants, de New York à la Nouvelle-Zélande et de l'Argentine à Amsterdam. Il alimentera la montée en puissance d'une nouvelle superpuissance européenne qui ébranlera le monde.